

# JOURNAL DE S<sup>T</sup>-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

**ADMINISTRATION. — REDACTION.**  
Toute communication administrative ou rédactionnelle doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovskiy pereouk, n° 15.  
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée au bureau de l'administration, Maximilianovskiy pereouk, n° 15.  
Les lettres non adressées au bureau de l'administration ne sont pas lues.  
Les lettres non adressées au bureau de l'administration ne sont pas lues.  
**PRIX DES ANNONCES A S<sup>T</sup>-PETERSBOURG.**  
ANGLAIS ET AFFICHES . . . . . 10 cop. la ligne.  
RECLAMES . . . . . 25  
FAITS DIVERS . . . . . 75

**S'adresser à S<sup>T</sup>-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovskiy pereouk, n° 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGUETZ, bureau d'annonces à Riga; H. LANGUETZ, ci-devant N. KUMEL, libraire à Kiew; R. ULMANN et O<sup>o</sup>, bureau de commissions à Ekaterinbourg; K. F. BOURDREVICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et O<sup>o</sup>, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse-Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASSENSTEIN et VOGEL.**

**PRIX D'ABONNEMENT A S<sup>T</sup>-PETERSBOURG.**  
En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.  
A l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.  
En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.  
A l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

**CONDITIONS D'ABONNEMENT.**  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> JANVIER.  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> JANVIER.  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> JANVIER.  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> JANVIER.

## PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 2 mars.

**ARMÉE DE TERRE. Nomination** à un emploi de membre surannulé du comité supérieur de codification militaire, le général-major Bogdanovskiy, qui reste en disponibilité au ministère de la guerre et à la suite de l'artillerie à pied de campagne. (Ord. du jour imp. du 1<sup>er</sup> mars.)

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Nomination** à un emploi de membre des départements de Varsovie du sénat dirigeant, l'assesseur de collège Novakovsky, adjoint de premier procureur au IX<sup>e</sup> département du sénat dirigeant, promu au rang de conseiller d'Etat actuel, conformément à l'art. 102 du règlement sur le service civil dans le royaume de Pologne. (Onkase impériale du 22 février.) (Gazette du sénat.)

**MINISTÈRE DES DOMAINES DE L'EMPIRE. Promotion** en récompense de services distingués au rang de conseiller d'Etat actuel, les conseillers d'Etat Solodovnikov et Schellépinsky I, fonctionnaires supérieurs pour la rédaction et la remise aux paysans domaniaux des actes de propriété, avec ancienneté du 19 février.

**Décès.** Le conseiller d'Etat actuel Petrowsky, gérant des domaines de l'Empire dans le gouvernement de Mohilev. (Ord. du jour imp. du 20 février.)

**POSTES.** A la suite d'une information de la direction générale des postes d'Allemagne, le département des postes a l'honneur de porter à la connaissance du public que les expéditions de colis destinées pour l'Angleterre doivent être accompagnées de déclarations en double exemplaire, rédigées en français, avec indication du nombre, de la mesure et du prix des objets y inclus. Toutes les expéditions pour cette destination contenant du tabac et des cigares non portés dans les déclarations seront consignées par les administrations de douane anglaises. (Message officiel.)

**TELEGRAPHES.** La grande Société du Nord, qui se trouve en possession des câbles sous-marins entre Vladivostok et les ports de la Chine et du Japon, veut d'établir sur la côte orientale de la Chine, au nord de Hong-Kong, une station télégraphique dans la ville d'Amoy. (Idem.)

**Banque de l'Etat.**  
AVIS OFFICIEL.  
Quatorzième tirage public des primes du 2<sup>e</sup> emprunt intérieur à 5 0/0 de 1866. (Suite. — Voir notre numéro d'hier.)  
OBLIGATIONS SORTIES AVEC UNE PRIME DE 500 ROUBLES.

N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.
176	28	4,938	36	10,209	14
238	34	5,066	19	10,383	6
415	32	5,109	30	10,454	33
480	25	5,153	50	10,494	3
496	28	5,173	38	10,513	21
561	15	5,199	40	10,556	31
997	48	5,215	18	10,908	28
1,129	2	5,290	14	10,940	27
1,235	49	5,314	33	10,943	12
1,241	20	5,335	33	11,113	31
1,339	20	5,371	45	11,132	41
1,344	12	5,428	32	11,302	22
1,366	38	5,496	6	11,345	27
1,395	26	5,695	20	11,350	3
1,403	18	5,910	32	11,398	50
1,499	25	6,314	8	11,440	12
1,516	29	6,500	35	11,498	10
1,579	2	6,553	19	11,640	27
1,580	6	6,659	31	11,647	2
1,588	24	6,672	47	11,747	45
1,685	17	6,764	36	11,768	12
1,717	18	6,845	49	12,000	25
1,769	40	6,848	45	12,094	35
1,832	13	6,894	10	12,095	32
2,030	12	6,941	38	12,105	1
2,078	45	6,992	45	12,185	6
2,166	19	7,080	16	12,289	48
2,170	42	7,091	9	12,297	13
2,250	16	7,095	5	12,318	26
2,401	25	7,250	7	12,611	3
2,469	35	7,336	13	12,704	25
2,527	10	7,363	24	12,759	6
2,532	15	7,390	1	12,928	7
2,559	26	7,391	2	12,998	34
2,840	6	7,465	45	12,992	26
2,878	21	7,535	3	12,992	4
2,949	18	7,616	22	13,185	34
2,987	40	7,652	30	13,414	6
3,017	44	7,717	49	13,418	32
3,193	19	7,806	39	13,446	32
3,421	7	7,807	44	13,584	7
3,467	14	7,875	1	13,753	44
3,517	5	7,888	5	13,804	29
3,519	24	7,993	2	13,871	18
3,671	29	7,997	24	14,050	43
3,681	43	8,125	29	14,110	17
3,708	29	8,227	9	14,150	1
3,782	45	8,368	13	14,362	22
3,835	15	8,486	48	14,391	45
3,931	24	8,765	27	14,502	7
3,946	32	8,874	2	14,579	24
3,970	2	9,149	23	14,607	6
3,977	46	9,218	36	14,647	44
4,043	9	9,319	50	14,678	13
4,045	22	9,563	34	14,889	43
4,093	30	9,620	34	14,890	2
4,236	47	9,650	18	14,745	7
4,319	8	9,655	13	14,799	13
4,527	8	9,772	27	14,839	3
4,615	46	9,915	2	14,931	38
4,685	25	9,958	27	15,026	24
4,711	41	10,113	10	15,165	39
4,833	37	10,142	5	15,196	37

N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.
15,237	41	16,497	28	18,205	34
15,262	17	16,623	22	18,220	7
15,283	16	16,629	38	18,254	24
15,300	1	16,779	29	18,363	7
15,325	40	16,846	26	18,381	35
15,393	7	16,891	3	18,526	38
15,414	3	16,931	30	18,682	9
15,423	43	16,932	32	18,880	10
15,440	22	17,001	42	18,922	17
15,688	38	17,101	40	19,017	30
15,749	31	17,174	28	19,021	7
15,839	28	17,181	40	19,026	15
15,896	9	17,194	47	19,045	4
15,949	29	17,358	14	19,109	6
15,988	41	17,611	18	19,243	36
15,996	24	17,678	36	19,248	49
16,036	41	17,803	30	19,345	10
16,235	7	17,834	23	19,350	12
16,287	27	17,880	27	19,395	44
16,276	31	17,882	3	19,617	4
16,286	30	17,905	19	19,809	4
16,355	28	17,956	8	19,850	5
16,394	24	17,982	12	19,882	6
16,447	8	18,190	25		

Le paiement des lots sera effectué exclusivement à la Banque de l'Etat à partir du 1<sup>er</sup> juin 1873.

14<sup>e</sup> TIRAGE DE L'AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS DU 2<sup>e</sup> EMPRUNT INTERIEUR A PRIMES.

N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.	N° de la série.
152	3,935	9,379	14,086		
156	4,677	10,971	14,334		
479	4,885	11,325	15,440		
681	5,415	11,529	15,825		
872	5,858	12,152	17,053		
1,530	6,032	12,293	17,723		
1,633	6,033	12,342	17,747		
2,009	6,323	12,596	18,121		
2,418	6,501	12,671	19,126		
2,676	6,775	12,768			
3,171	7,249	12,892			
3,352	8,955	13,524			
3,763	9,352	13,724			

En tout 48 séries, représentant 2,400 billets. Les billets sortis au tirage seront payés à partir du 1<sup>er</sup> juin 1873, à la Banque de l'Etat et dans ses succursales, à raison de 120 roubles le billet.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

Sa Majesté l'Impératrice, accompagnée de LL. AA. II. M<sup>es</sup> le grand-duc Vladimir Alexandrovitch et M<sup>me</sup> la grande-duchesse Marie Alexandrovna, est partie hier, 1<sup>er</sup> mars, à 7 heures et demie du soir, pour Sorrento, en Italie. (Message officiel.)

S. Exc. le prince Dolgoroukov, gouverneur général de Moscou, est arrivé à S<sup>T</sup>-Petersbourg.

On attend prochainement le retour du directeur du département des postes, M. le baron Velho. (Voix.)

D'après la Voix, le conseil de l'Empire serait saisi d'un rapport du ministère de la justice demandant l'introduction de la réforme judiciaire dans les gouvernements de Viatka et de Tchernigov et dans la province du Nord.

Au dire du même journal, le bruit court que les autorités auraient à se prononcer sur des demandes émanant de plusieurs zemstvos et tendant à obtenir l'autorisation de construire à leurs frais des casernes pour les troupes cantonnées dans certaines localités, sans suppression une fois pour toutes des droits de cantonnement aujourd'hui à la charge des zemstvos. Ces derniers s'engageraient, conformément à leurs requêtes en question, à construire les casernes en tout d'après les indications des autorités militaires et à porter en compte chaque année dans leurs budgets la somme nécessaire à la location des logements pour ceux des officiers que le ministère de la guerre jugerait bon de ne pas loger dans les casernes. Le capital nécessaire à la construction des casernes serait emprunté au trésor moyennant paiement annuel du taux d'amortissement et des intérêts.

La Nordische Presse dit avoir appris d'une source certaine que le ministre des finances aurait soumis au conseil de l'Empire un projet de loi qui tendrait à restreindre dorénavant à titre d'essai à un certain nombre fixe les cabarets et les restaurants de S<sup>T</sup>-Petersbourg. En même temps il s'agirait de l'application dans l'Empire de certaines mesures générales concernant la restriction de la vente des boissons. Pour ce qui concerne cette dernière mesure, son application serait obtenue par une augmentation des droits de patente existants actuellement pour les distilleries et les dépôts de boissons de toute nature, de même que moyennant une restriction de l'ouverture et de l'entretien de ces dépôts. C'est ainsi qu'entre autres prescriptions spéciales proposées, les propriétaires des établissements ouverts dans S<sup>T</sup>-Petersbourg, à l'exception de la ville de S<sup>T</sup>-Petersbourg, de déposer, avant d'obtenir la patente prescrite, au bureau des finances local un cautionnement représentant la valeur de la patente à payer. Ce cautionnement serait affecté au paiement des amendes légales en cas de contravention, par le propriétaire de l'établissement, au règlement sur la vente des boissons. Le propriétaire en contravention serait en même temps tenu de compléter le cautionnement, à défaut de quoi il lui serait interdit de continuer à exercer le commerce jusqu'au paiement intégral.

En outre, le droit d'exercer le commerce de boissons dans les campagnes serait subordonné à l'autorisation de la commune locale, et, dans les propriétés privées, au consentement du propriétaire. De plus vu la fâcheuse influence exercée sur la prospérité publique par le droit accordé, dans certains gouvernements, aux juifs d'exercer le commerce des boissons, au

tamment dans les villages, influence qui s'est manifestée d'une façon alarmante, — le droit en question possédé par les personnes de cette nationalité devra être soumis à certaines restrictions. Ce projet, dicté par le désir de mettre un frein à la consommation démesurée de l'eau-de-vie par le peuple, serait mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1874.

Quant aux mesures projetées pour la ville de S<sup>T</sup>-Petersbourg spécialement et tendant à diminuer le nombre d'établissements existants pour la vente des boissons, le projet serait, à ce que prétend la Nordische Presse, déjà mis en vigueur, en partie du moins, l'été de l'année courante. Toutes ces mesures seraient d'ailleurs, comme il a été mentionné plus haut, appliquées à titre d'essai pour une période de trois ans.

La Gazette de l'Académie dit que dans les sphères gouvernementales il vient de surgir la question de savoir s'il ne serait pas utile d'organiser, dans l'intérêt de l'industrie de la pêche maritime dans les eaux du Nord, une industrie régulière reposant sur des bases larges ayant pour objet la pêche de la baleine, subventionnée par le gouvernement. Les membres de cette société industrielle devraient être exclusivement de nationalité russe. Une subvention annuelle de 10,000 r. serait assurée pendant dix ans, à la condition que la Société ferait acquisition du droit d'exploitation de l'appareil du Norvégien Foine; qu'elle achèterait, équiperait et armerait un bateau à vapeur, construisait une fabrique pour l'extraction du blanc de baleine, etc. En outre, afin d'assurer aux pêcheurs les facilités nécessaires pour le voyage à Novaya Zemlia, il aurait été reconnu désirable d'établir une communication par bateau à vapeur de cette île jusqu'à la côte Mourmane, toujours ouverte. En outre il s'agirait d'encourager l'industrie de l'extraction de l'huile de morue en assurant aux industriels des subventions proportionnées à la production de chacun. Toutes ces propositions n'ont pas encore été discutées définitivement et pourront subir des modifications plus ou moins importantes.

On télégraphie de Kherson au Messager officiel, sous la date du 1<sup>er</sup> mars, que le Dniépre est libre de glaces et que la navigation est ouverte depuis le 28 février.

S. Exc. le grand-maître de police de S<sup>T</sup>-Petersbourg prévient les habitants de la ville d'avoir à se garder de l'emploi des pois en conserves, qui se trouvent en vente dans plusieurs magasins de légumes, lesquels s'en sont pourvus chez un paysan du gouvernement de Tver, Alexandre Gouriev. Ces pois, contenus dans des boîtes en fer-blanc soudées hermétiquement, et munies d'une étiquette imprimée en caractères bleus portant l'inscription : « Conserves alimentaires — Petits pois, et en troisième lieu, Zelenykh popov, sont d'un grand calibre, durs, et se distinguent par une couleur verte très-vive. L'analyse chimique a démontré la présence d'une grande quantité d'arsenic dans les ingrédients employés pour donner à ces pois leur couleur verte.

La Dourse parle d'une société par actions qui serait, dit-elle, sur le point de se former, dans le but de construire un bazar avec un marché et tout un quartier de maisons contenant des logements à bon marché et commodes. Le tout serait construit dans la quartier de Vyborg, où la société achèterait à cette fin un emplacement situé à la perspective de Liman. Le capital nécessaire à l'exécution de toutes ces constructions serait réalisé déjà, et un projet de statuts de la société aurait été soumis à l'approbation du gouvernement. Le capital social serait fixé à 4 1/2 millions de roubles et serait formé au moyen d'actions pour 2,750,000 roubles et d'obligations pour 1,750,000 r. Les actions seraient de 100 r. chacune.

Le 27 février et le 1<sup>er</sup> mars, à cet effet, au dire de l'Invalide russe, à la station de Pétrobourg, le chemin de fer Nicolas, l'examen d'un train de santé militaire composé des modèles de wagons des différents systèmes appropriés au transport des malades et des blessés. Les wagons ont été fournis par plusieurs directions de chemin de fer. Après examen, fait par le chef de l'état-major, assisté de plusieurs autres personnalités militaires, le train en question a fait un trajet d'essai jusqu'à la station d'Alexandrovsk. Tous les aménagements intérieurs des wagons ont été également soumis à l'essai durant ce trajet.

On se propose, au dire du Monde russe, de prendre des mesures, lors de la reconstruction de l'église réformée, afin de rendre l'édifice incombustible. Les poutres de la toiture et du clocher seront en fer et le plafond métallique reposera sur des formes en fer. Le chauffage, qui se faisait jusqu'ici au moyen de l'air chauffé, serait remplacé par celui de l'eau chauffée.

Nous avons fait connaître hier, d'après l'Indicateur du ministère des finances, le chiffre de la recette douanière réalisée jusqu'au 22 février de l'année courante. La Voix prétend déjà connaître ces données jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, c'est-à-dire jusqu'à la date d'hier. Tout en laissant à cette feuille la responsabilité de ses informations, nous les mentionnons aussi. Il en résulte qu'à la date indiquée les recettes des douanes, y compris toutes les recettes économiques, fortuites et temporaires, s'élevaient à 4 millions 573,935 r., c'est-à-dire à 515,080 r. de moins que l'année dernière et à 1,183,363 r. de plus qu'en 1871. En ce qui concerne l'exportation et l'importation des monnaies et de l'or et de l'argent en lingots, l'exportation a dépassé en 1872 l'importation de 451,000 r., tandis qu'en 1872 c'est l'importation qui a dépassé l'exportation de presque 3 millions de roubles.

Bulletin de la variolo à S<sup>T</sup>-Petersbourg le 1<sup>er</sup> mars 1873:

Sexe	Sexe	Total
masculin	féminin	
Malades au 28 février.	81	52
Cas nouveaux.	4	6
Guerisons.	6	2
Décès.	3	1

Il restait en traitement au 1<sup>er</sup> mars, 76 56 132  
Total depuis l'apparition de la variolo (du 1<sup>er</sup> avril 1872 au 1<sup>er</sup> mars 1873):

Cas.	3325	1907	5232
Guerisons.	2186	1159	3345
Décès.	1089	666	1755

(Gazette de police de S<sup>T</sup>-Petersbourg.)

On nous écrit de Moscou, 26 février: Nous voilà sortis de la grande semaine de pénitence. Les dames élégantes sont revenues de la lauré de Troitsa, où elles étaient allées expier leur frivolité mondaine du carnaval, ces mille petits péchés mignons qu'on se promet de ne plus commettre quand vient le premier jour du carême, et dans lesquels on retombe habituellement, jusqu'à ce que l'âge, ce grand réformateur par excellence, vienne y mettre bon ordre. Les robes de soirée, qu'on avait couragement reléguées au fond des armoires, sont déjà sorties de leurs cachettes. Mais aussi quelle tentation! Naudin est revenu de S<sup>T</sup>-Petersbourg pour nous donner deux concerts. Comment résister au désir d'entendre encore le savant et délicieux ténor qui nous a tant charmés pendant quatre mois? Aujourd'hui même, lundi, sa voix va réveiller notre salle de théâtre, toute chaude encore des ovations que nous avons faites la semaine dernière à la troupe italienne.

C'est le dernier jour du carnaval que nous avons reçu les adieux de celle-ci. Quelle charmante soirée! la salle était comble: chacun voulait écouter et applaudir une dernière fois les artistes qui avaient obtenu ses préférences, et chacun a été satisfait, car le spectacle était si varié que tous ont pu, comme dans un concert, chanter leurs morceaux favoris. Nous avons eu les plus jolies scènes de Don Juan, de Norma, des Puritains, de Linda; et des opéras russes: La Vie pour le Tsar, et la Roussalka, et des ballets: Faust et la Salamandre. M<sup>me</sup> Volpini, Scalchi, Urban et MM. Marini et Cotogni se sont surpassés; aussi fleurs, couronnes, bravos frénétiques, rappels interminables, rien n'a manqué à leur triomphe; tout leur a dit chaleureusement quel est l'accueil qu'ils attend l'année prochaine, si notre hôte ne leur enlève pas la bonne idée de nous les rendre, comme il doit nous rendre, dit-on, Bossi, qui nous a tant manqué cette année pour les opéras bouffes. A la bonne heure! voilà une heureuse acquisition; elle aura plus d'influence sur les abonnements qu'un nouveau nom: le monde des abonnés commence à se défer des nouvelles figures, quel que soit le bruit dont on les fasse précéder.

Avant de dire à la troupe italienne adieu, ou plutôt, à l'année prochaine! je dois lui faire amende honorable à Cotogni. Le jour de son



inoffensif sur votre propre front ! N'était-ce point un spectacle étonnant que celui qui présentait l'interrogatoire des témoins ? Ils étaient là une trentaine. Et de qui se composait ce groupe si nombreux ? La défense n'a pas cité ceux qui auraient pu essayer de nier les faits établis par l'accusation, ceux qui auraient pu citer quelques circonstances en faveur de l'accusé. Elle a cité les ennemis de Kvitnitsky et leur a demandé en quoi l'accusé avait forcé à l'honneur. Vous avez entendu leurs dépositions, vous avez pu juger en quoi consistait l'ensemble des faits qui ont abouti à ce résultat, qui s'appelle « la sentence du tribunal d'honneur ».

« Passons maintenant aux accusations qui se sont produites devant ce tribunal. On a dit d'abord que M. Kvitnitsky s'était laissé diriger par des impertinences par un sergent-major sans pitié militaire, qui était son subordonné. Vous avez entendu l'explication de ce fait et elle a été telle qu'il ne serait vraiment trop pénible de la répéter ici. On a affirmé ensuite que le sous-officier greffier Gorelikine avait convaincu Kvitnitsky de mensonge. Il se trouve que tout s'est borné à un ordre donné par l'accusé quand il était à moitié endormi et puis oublié par lui. Quand le greffier le lui a répété il s'est empressé de convenir qu'il avait pu effectivement en être ainsi. On nomme cela « être convaincu de mensonge ! » La troisième inculpation a trait à l'absence de tact dans la conduite de M. Kvitnitsky. A cela je ne trouve rien à redire. Je conviens que ses camarades ont montré bien plus de tact que lui, qu'ils ont agi avec un ensemble admirable et toujours soutenu. Devant cette attitude la conduite de Kvitnitsky doit être reconnue d'une ingénuité déplorable. On parle ensuite de la négligence de sa tenue. Or tous les officiers interrogés ici ont été avoir remarqué rien de pareil ; M. le commandant de brigade a déclaré n'avoir jamais fait d'observations à Kvitnitsky sur ce point ; le commandant de l'artillerie de la garde a dit avoir toujours vu l'accusé bien habillé. Or, je vous demande, est-ce qu'une raison pareille, qui reste seule plus ou moins debout, peut être suffisante pour condamner un homme ? Et cependant le tribunal d'honneur l'a trouvée suffisante pour prononcer l'expulsion de Kvitnitsky. Enfin, comme dernière inculpation, vient l'outrage fait au colonel Khebnikow et à tous les officiers en sa personne. C'est l'incident de janvier 1872. Vous n'avez pas oublié que dans ce cas l'insulte fut le capitaine Kvitnitsky et non le colonel Khebnikow. M. Kvitnitsky a demandé raison de l'insulte qui lui avait été faite, on lui a répondu par un refus et ce n'est qu'alors qu'il a insulté Khebnikow en employant les mêmes expressions dont celui-ci s'était servi. Voilà l'essence de l'arrêt du tribunal d'honneur.

« Voyons maintenant son côté juridique, examinons jusqu'à quel point cet arrêt peut être considéré comme rendu par un tribunal d'honneur, revêtu du mandat des camarades de service de l'accusé, tribunal dont je ne me permettrai jamais de nier l'impartialité. Notre législation militaire, en instituant les tribunaux d'honneur, a donné aux officiers le droit de juger les actes de leurs camarades qui, sans constituer des délits tombant sous le coup de la loi, sont dérogatoires à la dignité d'un officier. Ces tribunaux ont de plus la mission de prévenir les querelles puériles entre officiers. Ils ont donc deux rôles, celui d'arbitre et celui de juge proprement dit. La loi a voulu certes qu'un pareil tribunal observât l'impartialité la plus stricte. Or, pour qu'il en soit ainsi, il faut que les arrêts qu'il rend soient bien motivés, bien équitables. La loi prévoit cette nécessité et prescrit des règles strictement arrêtées pour les procédures de sa convocation. Elle veut d'abord la permanence de tribunaux d'honneur dans tous les régiments et détachements séparés et prescrit, par conséquent, des élections annuelles ayant lieu en automne, pour le choix des membres des tribunaux d'honneur appelés à juger tous les cas qui pourront se présenter dans les douze mois suivants. Or, dans l'artillerie montée de la garde il n'y a pas eu d'élections en 1870 ; il n'y en a pas eu non plus en 1871. En 1872 il y a eu élection double, en janvier et en octobre, et ces élections ont eu lieu d'abord après l'incident du mangée, ensuite après le retour de Kvitnitsky de l'étranger, au moment où l'on avait qu'il ne voulait pas quitter le service. Quel caractère peuvent avoir des élections faites dans ces conditions ? Les élections sont évidemment suspectes dans un sens bien déterminé. Ils ne peuvent point voter de sang-froid. Il est établi depuis longtemps qu'un tribunal nommé ad hoc ne peut pas être considéré comme un tribunal impartial.

« Je poursuis. Quand un tribunal d'honneur est appelé à prononcer un arrêt d'expulsion, il est clair qu'il est tenu de chercher à se bien renseigner sur les faits qui peuvent déterminer une pareille mesure. Toutes les informations doivent être recueillies d'avance et ce n'est qu'après cette enquête préalable que les officiers ont le droit de demander à leur commandant l'autorisation de citer leur camarade inculpé devant le tribunal d'honneur. Rien de pareil n'a eu lieu dans le cas de M. Kvitnitsky : La question de savoir s'il pouvait rester dans l'artillerie montée de la garde est résolue d'avance dans un sens négatif par le commandant de brigade, lequel déclare en outre que les officiers qui ne partagent point son avis « ne peuvent pas porter plus longtemps l'uniforme de l'artillerie montée de la garde ». L'inculpé n'est pas même entendu. On le juge par contumace, bien qu'il s'appuie sur une cause légale de non-comparution, — sa maladie dément constatée par les médecins, et après que le tribunal a reconnu la validité de cette cause. De plus, la sentence est rendue quand Kvitnitsky ne fait plus partie de la 1<sup>re</sup> batterie et que, par conséquent, les officiers de cette batterie n'ont plus qualité pour le juger. On savait qu'il était parti pour Varsovie, car un des juges, le colonel Kanitschew, avait signé les papiers qui lui étaient nécessaires pour ce départ, et néanmoins le prononcé du jugement a lieu en l'absence de l'accusé. Les trois conditions de validité de l'arrêt sont donc enfreintes de la manière la plus flagrante. On m'objectera peut-être que, quoi qu'il en soit, l'arrêt a eu lieu et qu'il est impossible de suspecter l'impartialité de ceux qui l'ont signé. Voyons comment ce tribunal était composé. Deux des membres, le colonel Kanitschew et le lieutenant Hitrov, étaient en bonnes relations avec l'accusé. Un seul membre, le lieutenant Popov, lui était hostile. La balance semble donc pencher plutôt du côté de Kvitnitsky, car les deux membres restants, MM. Doubrovine et Doppelmayr, étaient entièrement désintéressés dans le conflit.

Mais il se trouve que MM. Hitrov et Doubrovine remplacent au tribunal MM. Khebnikow et Schatow 1<sup>er</sup>, qui se sont récusés, ce qui n'empêche point M. Khebnikow de signer la lettre adressée aux officiers de la 3<sup>e</sup> batterie. Le capitaine Schatow 1<sup>er</sup> se récusé après plusieurs audiences du tribunal et quand il a pu se convaincre que les juges inclinent vers l'opinion qu'il voudrait faire prévaloir. En partant, il rappelle au colonel Kanitschew les paroles du commandant de brigade, citées déjà. Le lieutenant Hitrov nous a dit qu'il avait signé l'arrêt à contre-cœur et qu'il immédiatement après il voulait donner sa démission, car il ne se considérait plus comme garant lui-

même contre une éventualité du même genre. Je ne chercherai point à m'appesantir sur les on-dit reconnus non-valeurs même par le tribunal, composé comme je viens de le dire. Il m'est pénible de rappeler tous ces commérages et de contraindre des officiers de la garde de répéter ici, en public, ce qu'ils ont cru pouvoir raconter en détail devant les juges d'instruction. Oui, il y a des choses qu'on ne saurait répéter ici ! »

(A continuer.)

Rappelons que c'est lundi prochain, 5 mars, à 8 heures du soir, qu'aura lieu, dans la salle de la Doune, le concert au profit de la reconstruction de l'église réformée de la Grande-Morskaya. Nous publierons le programme de ce concert, dans lequel se feront entendre M<sup>mes</sup> Lichétsky, Raab, Spindler (élève de Tausig) et Walter-Ramensky (élève de M<sup>me</sup> Nissen-Saloman), ainsi que MM. Paleček et Wurm, demeurant le chœur de la Société musicale-Russe, sous la direction de M. Czerny. L'orchestre de l'Opéra russe, dirigé par M. Napravnik, y prendra également part.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

L'Assemblée Nationale de France a adopté hier dans son ensemble le projet de loi de la commission des Trente. Ce résultat était prévu depuis quelques jours et il met fin aux inquiétudes que l'on avait en France à l'égard de la lutte des partis. La majorité acquise au projet de loi est importante et la dépêche qui nous en transmet le chiffre constate en même temps que M. Thiers, qui assistait à la séance du 13, a été fort entouré par les députés.

Rien n'est encore décidé en Angleterre sur l'issue de la crise ministérielle. La démission de M. Gladstone a été acceptée, il est vrai, et M. Disraeli a été nommé par la reine, mais le chef de l'opposition conservatrice a déclaré ne pas pouvoir donner de réponse définitive avant de s'être consulté avec ses amis politiques, dont plusieurs sont absents.

La question des grèves du pays de Galles paraît devoir se terminer bientôt par la reprise du travail dans toutes les mines. La défection qu'ont subie cette fois les grévistes, après avoir forcé auparavant et à plusieurs reprises les patrons à se rendre à leurs exigences, est une preuve, dit le *Daily Telegraph*, de l'impuissance des grèves et de ce que les coalitions d'ouvriers, si longtemps couronnées de succès, doivent s'attendre à l'avenir à une série d'échecs analogues. Les premières grèves provenaient de ce que le grand progrès du commerce et de l'industrie avait procuré aux patrons des bénéfices considérables ; le prix des subsistances augmentait en proportion, et les ouvriers ne pouvaient plus se contenter de l'ancien taux des salaires. Aussi les patrons, comprenant que les demandes des ouvriers étaient fondées sur une nécessité absolue, se montrèrent-ils d'abord très disposés à accorder des augmentations. Maintenant cette prospérité s'est arrêtée ; les patrons sentent qu'ils ne peuvent pas aller plus loin dans leurs concessions sans se ruiner et ils se coalisent eux-mêmes pour résister aux exigences des ouvriers.

Les mineurs du pays de Galles ont été les premiers à comprendre la difficulté de vaincre un pareil obstacle. Le *Telegraph* espère que cette leçon profitera aux *Trades Unions*, et qu'elles s'abstiendront dorénavant de pousser les ouvriers à se mettre en grève avant d'avoir pesé les chances de la lutte. Cet organe est d'avis que le meilleur moyen d'éviter les grèves serait peut-être d'organiser une représentation centrale de toutes les *Trades Unions*, car chaque grève fait souffrir toutes les branches de l'industrie, et certainement les représentants de la majorité des métiers hésiteraient à prendre des mesures extrêmes qu'un seul corps de métier serait tenté d'adopter.

Le remède signalé par le *Daily Telegraph* ne sera pas accueilli sans de sérieuses réserves par les hommes pratiques. Nous avons vu il y a à peu près deux mois un congrès de représentants de ces mêmes *Unions* se complaire dans un fatras d'élucubrations théoriques des plus malsaines, et, sans vouloir prétendre un seul instant que ce soient là les véritables vues de la majorité de la classe ouvrière, il est cependant facile de prévoir que la représentation centrale à laquelle vise le *Telegraph* serait composée, tout comme l'a été naguère le congrès, des éléments les plus remuants, de ceux enfin dont l'intelligence est assez développée pour s'imposer aux masses, mais non pour placer l'intérêt général au-dessus de l'intérêt particulier, qui leur commande de tenir les passions en éveil pour se rendre indispensables eux-mêmes. C'est instinctivement et non sciemment, — nous le voulons bien, — que les agitateurs en arrivent à jouer ce triste rôle, qui les rend les égaux d'une certaine espèce d'avocats dont tous les efforts ne visent qu'à envenimer les causes qui leur sont confiées. Les classes ouvrières auront beaucoup de peine à se débarrasser de ces parasites qui les exploitent ; mais l'organisation proposée par la feuille britannique ne serait certainement pas de nature à leur faciliter cette tâche.

Les feuilles libérales prussiennes, la *National-Zeitung* et la *Kölnische Zeitung* entre autres, apprécient avec une chaleureuse satisfaction le discours du prince de Bismarck dont nous avons donné hier la traduction. On appréhendait un peu, — on le sait, — que le chancelier de l'empire ne se désintéressât des affaires prussiennes à la suite des difficultés qui avaient motivé sa retraite du poste de président du ministère. Aussi la presse libérale lui est-elle d'autant plus reconnaissante d'être intervenu avec autant d'énergie que d'abnégation, — vu sa récente indisposition, — en faveur des projets de loi émanant du ministère des cultes et de l'instruction publique, et qui, au milieu des circonstances actuelles et de la recrudescence d'opposition de l'élément ultramontain, sont considérés dans les sphères gouvernementales aussi bien que dans l'immense majorité de l'opinion publique et de la représentation nationale, comme une question vitale s'il en fut pour le développement pacifique de la Prusse en particulier et de l'Allemagne en général. Si ces lois n'aboutissent point, a déclaré le comte de Roon, président du conseil, dans la séance de mardi de la Chambre des Sei-

gneurs, tout le travail législatif de la session actuelle serait compromis. Aussi le comte de Roon a-t-il accentué avec une extrême énergie combien le gouvernement tient au succès de ces lois, et a-t-il déclaré répertoir, en réponse aux pétitions ultramontaines ou ultra-protectorales, que le ministère a conseillé instamment à Sa Majesté de donner la sanction royale à ces lois, qui, a ajouté le ministre une fois de plus, n'ont absolument aucun caractère ecclésiastique et sont purement politiques. On sait que la majorité de la Chambre des Seigneurs, malgré ses répugnances, n'a pas résisté à l'argumentation serrée et à l'insistance des deux principaux membres du cabinet et que la loi a été votée en première lecture.

La commission de la seconde Chambre italienne chargée de l'examen du projet de loi sur les corporations religieuses a terminé son travail et a nommé M. Restelli rapporteur. Ce député, qui s'est retiré à Milan pour écrire son rapport, terminera, dit l'*Opinione*, le travail pour la fin de la semaine prochaine et le lira immédiatement à la commission.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

(SERVICE SPÉCIAL DU JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG)  
Londres, jeudi 13 mars, au soir.

M. Gladstone a remis à la reine la démission des membres du cabinet, qui a été acceptée.

## AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, jeudi 13 mars, au soir.

L'Assemblée Nationale a adopté l'ensemble du projet de loi de la commission des Trente par 411 voix contre 234.

M. Thiers a assisté un instant à la séance et a été très-entouré.

## Autre dépêche.

Londres, jeudi 13 mars, au soir.

Dans la séance d'aujourd'hui de la Chambre des Communes M. Gladstone a annoncé qu'à la suite du vote sur le projet de réforme de l'université d'Irlande, le ministère a offert sa démission et que la reine l'a acceptée.

La Chambre s'est ajournée à lundi. Le *Globe* annonce que la reine a fait mander M. Disraeli, qui s'est rendu immédiatement au palais.

Du 14 au matin. — M. Disraeli n'a pas donné de réponse définitive à la reine. Il a demandé qu'on lui accorde du temps, vu qu'il avait à prendre conseil de plusieurs de ses amis, qui sont actuellement à l'étranger. Il règne une grande incertitude.

## Autre dépêche.

Bruxelles, jeudi 13 mars, au soir.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — Le projet de loi sur le rachat du chemin de fer du Luxembourg a été adopté par 76 voix contre 24 ; il y a eu 7 abstentions.

## Autre dépêche.

Bucharest, vendredi 14 mars.

La Chambre, après quatre jours de vives discussions, a voté aujourd'hui la prise en considération du projet national relatif à la fondation d'un Crédit foncier. Au cours des débats, le président du conseil a déclaré que le ministère en ferait une question de cabinet si, lors de la discussion des articles du projet, la Chambre n'accordait pas le privilège de quinze ans demandé en faveur de cette institution.

## Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

## Allemagne.

Nous empruntons encore aux études de M. de Sybel sur Napoléon III le récit d'un curieux incident qui se rapporte à la visite de l'empereur des Français à la cour d'Angleterre en 1855. L'auteur déclare son récit basé sur des communications verbales d'un témoin de l'événement.

« ...C'est en avril 1855, — dit M. de Sybel, — que l'empereur Napoléon fit une visite solennelle à la reine d'Angleterre et au prince consort, à l'île de Wight. Ce n'était pas un mince triomphe pour l'homme du 2 décembre que d'être reçu, trois ans après le coup d'État, comme allié et comme hôte intime par la reine Victoria. Aussi rayonnait-il de satisfaction. L'extérieur, tout allait aussi bien que possible. Les armées alliées serraient Sébastopol tous les jours de plus près. De même que l'Autriche, la Sardaigne, son mortel ennemi, avaient adhéré à la grande alliance. Depuis 1810 la France n'avait pas occupé une position aussi brillante en Europe.

« Quelle satisfaction que ce succès eût fait naître dans le peuple français, l'empereur n'en avait pas moins conscience que la grande nation ne voudrait point se nourrir que de gloire et de cette gloire-là, à ce que ses efforts militaires lui eussent un profit réel. Or, il n'y avait rien à faire sous ce rapport en Orient, du moment qu'on s'y battait pour la conservation de la Turquie. Une pensée fugitive de l'empereur (en janvier 1855), de demander à la Russie de rétablir la Pologne, n'avait pas trouvé d'écho en Angleterre et, le cas échéant, n'aurait du reste point conduit au but désiré. Mais Napoléon avait déjà fait son choix ailleurs et il résolut de sonder confidentiellement à ce sujet ses hôtes royaux.

« Un soir, après le dîner, il aborda la question avec le prince Albert et lui exposa, avec beaucoup de bonhomie et de laisser-aller, tout en devisant, en buvant et en fumant, que pour la consolidation de sa dynastie en France, il ne manquait plus qu'une chose, mais une chose indispensable : l'annexion de la Belgique et de la rive gauche du Rhin à l'empire français... »

« A ces mots, le prince Albert s'écria : « Mais quels bouleversements, quelles luttes et quelles catastrophes ! La résistance de notre Parlement, la résistance de la Prusse alliée, méritaient une guerre colossale ! »

« — Pas le moins du monde ! — répliqua Napoléon, — on ne tirera même pas un coup de pistolet. Je donnerai à votre Parlement un bon traité de commerce, et, quant à la Prusse, elle comprend trop bien ses intérêts ; elle me cédera volontiers deux millions d'âmes, si, par compensation, elle peut en prendre dix ou douze en Allemagne. »

« Le prince se hâta de porter la conversation sur un sujet moins épineux. Mais ce grand mot, que l'empereur avait prononcé avec tant de calme, — pour se maintenir, la dynastie des Bonapartes doit posséder la Belgique et les bords du Rhin, — est un complément décisif aux ouvertures de M. de Persigny en 1851. »

S. M. l'empereur Guillaume a reçu l'ambassade japonaise le 10 mars, à midi, en audience solennelle. Les ambassadeurs sont arrivés au château dans des équipages de la cour, en compagnie des fonctionnaires militaires et civils chargés du service d'honneur auprès des ambassadeurs pendant leur séjour à Berlin. Le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, assistait à l'audience.

Sa Majesté, dit le *Reichsanzeiger*, a reçu les ambassadeurs, c'est-à-dire le premier ambassadeur (Yakoura) et les quatre ambassadeurs — adjoints, — debout et la tête découverte. Le premier ambassadeur a adressé à Sa Majesté une allocution en langue japonaise, qu'un interprète a immédiatement traduite en langue allemande, après quoi l'ambassadeur a présenté ses lettres de créance, que Sa Majesté a remises au prince de Bismarck. La réponse de l'empereur, en langue allemande, a été traduite par l'interprète en langue japonaise.

Après les formalités officielles, le grand-maître des cérémonies, comte de Stillfried, a fait entrer dans la salle de réception les personnes de la suite des ambassadeurs, qui ont été présentées à S. M. l'empereur.

L'ambassadeur a été reçu ensuite par S. M. l'impératrice Augusta, entourée des dames de la cour. Sa Majesté a reçu debout les ambassadeurs, dont elle s'est aussi fait présenter la suite.

L'ambassade a été reconduite à l'hôtel dans des voitures de la cour, avec le même cérémonial que pour l'arrivée au château.

Mirza-Malkhom-Khan, ambassadeur extraordinaire de S. M. le shah de Perse, est arrivé à Berlin à la date du 10 mars.

(Spencer's Zeitung.)

PRUSSE. — Le prince de Puttbus, qui réside actuellement au Caire, pour motifs de santé, avait aussi été mis en cause par M. Lasker, comme on s'en souvient, à propos des concessions de chemins de fer. Le prince vient d'adresser à ce sujet une réfutation à M. de Forckenbeck, président de la Chambre des Députés, et il se réserve le droit d'élucider complètement la question du haut de la tribune de la Chambre des Seigneurs.

La *Norddeutsche Zeitung* est autorisée à démentir, de source compétente, la nouvelle que le ministre des cultes et de l'instruction publique songerait à supprimer l'enseignement du latin dans les écoles réelles.

HESSE. — Darmstadt, 11 mars. — On a ressenti la nuit dernière, dans notre ville, vers minuit, une secousse de tremblement de terre, accompagnée d'un véritable ouragan. Une seconde secousse s'est produite à 3 heures du matin et on l'a ressentie surtout à Alsfeld.

SAXE. — La session des Chambres saxonnes a été close solennellement par S. M. le roi Jean, le 10 mars. Sa Majesté a adressé aux membres des deux Chambres, réunis au château, un discours de clôture énumérant toutes les questions soumises à la Diète pendant cette longue et laborieuse session : la réforme administrative, l'organisation communale, les lois scolaires, l'institution d'un consistoire national de l'Eglise évangélique-luthérienne, la réforme des impôts, etc.

Parmi ces questions, la plupart ont reçu une solution satisfaisante ; d'autres, telles que la réforme scolaire, n'ont pas encore abouti à un résultat définitif et seront l'objet d'un nouvel examen approfondi avant d'être soumises à la sanction de Sa Majesté.

Le discours du trône conclut en exprimant la reconnaissance du roi pour l'empressement avec lequel les Chambres ont mis à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour améliorer la position des employés, des ecclésiastiques et des instituteurs, de même que pour l'accomplissement de nombreux travaux d'utilité publique, intéressant le commerce et l'industrie, ainsi que les sciences et les arts.

## Autriche-Hongrie.

Les projets de loi sur la réforme électorale ont été votés définitivement dans la séance du 10 mars de la Chambre des Députés du Reichsrath. L'Assemblée a adopté d'abord à l'unanimité moins une voix le projet d'ordre électoral, puis, à l'unanimité moins quatre voix (trois députés dalmates et le comte Fedrigotti) la loi introductive de cet ordre électoral. Enfin, au vote définitif, l'ensemble des projets de loi a été adopté, à l'appel nominal, par 114 voix contre une (le comte Fedrigotti).

On se souvient qu'à la séance du 6 mars le vote sur le mode de représentation de l'empire avait eu pour résultat : 120 oui contre 2 non, de sorte que la majorité d'alors avait été 2 non, considérable que celle du 10 mars.

La *Neue freie Presse* fait observer, à propos de ce vote, que la Chambre des Députés du Reichsrath se composait aujourd'hui de 166 membres, les projets de loi sur la réforme électorale ont tous été adoptés, non seulement à la majorité absolue des voix, — qui aurait suffi, ajoute-t-elle, — mais à la majorité des deux tiers de tous les députés à la Chambre.

Le chiffre de 166 députés dont parle la feuille centraliste n'est cependant pas rigoureusement exact, car il ne comprend point les députés tchèques, tyroliens et autres « qui font grève », comme on dit à Vienne, c'est-à-dire qui ne prennent point part aux travaux parlementaires.

Aussi le *Wanderer*, principal organe de l'opposition fédéraliste, dit-il que, grâce à la nouvelle loi électorale, si elle était définitivement promulguée, « les représentants d'un seul tiers de la population de l'Autriche seraient appelés à prendre des décisions que la police devrait faire respecter de force par les deux autres tiers de la population. »

La Chambre des Seigneurs a déjà été saisie des deux projets de loi sur la réforme électorale. La première lecture a dû avoir lieu dans la séance d'hier, jeudi. Il est probable qu'une commission spéciale de 21 membres sera chargée de la discussion préliminaire des deux projets de loi. On croit généralement qu'en dépit de quelques agitations isolées la discussion de ces projets se terminera aussi promptement et aussi favorablement qu'à la Chambre des Députés. Il n'est guère probable, — disent les feuilles centralistes, — que les membres du parti féodal appartenant au Reichsrath et les princes de l'Eglise prennent part aux débats. Parmi les membres polonais de la Chambre des Seigneurs il n'y en aura, dit-on, guère plus de douze qui protesteront contre l'introduction de la réforme électorale, tandis que les partisans de la Constitution au sein de la Chambre haute voteront tous, comme ceux de la Chambre des Députés, pour ce projet de réforme.

Dans la séance du 8 mars de la réunion du parti Déak, M. Toth, ancien ministre de l'intérieur, a pris congé de ses collègues. Il les a remerciés pour l'appui qu'ils lui ont accordé pendant qu'il était aux affaires et les a exhortés à suivre toujours le drapeau de Déak.

L'allocution de M. Toth a été accueillie par de chaleureux éloges. M. Béla Perzel, parlant au nom de ses collègues, a exprimé les regrets du parti à la suite de la retraite de M. Toth et a prié l'ancien ministre de continuer à lui accorder son concours.

Le nouveau ministre de l'intérieur, M. le comte Jules Szapary, a demandé, dans cette même séance du club Déak, que le parti l'honneur des mêmes sympathies et du même appui dont son prédécesseur avait joui, et a déclaré qu'il travaillera à ce que les organes appelés à se consacrer à l'activité administrative s'occupent moins de politique. Pour assurer la marche d'une bonne administration, a ajouté le ministre, il faudra supprimer la division septuagintaire du territoire du pays. Quant aux réformes auxquelles il compte vouer son attention, M. le comte Szapary a mentionné les suivantes : l'organisation de la Transylvanie, le règlement de la police de la capitale, l'institution d'une police d'Etat, l'introduction d'une nouvelle loi électorale et la réforme de la Chambre des Magnats.

Les discours du ministre de l'intérieur a soulevé de vifs applaudissements.

La *Neue freie Presse* reçoit de Pesth la dépêche suivante, concernant l'état de santé de M. Déak :

Pesth, 10 mars. — M. Déak est sorti aujourd'hui en voiture. Il a eu hier deux évènements. Il souffre toujours d'asthme et de palpitations de cœur. Cependant son indisposition n'inspire pas d'inquiétudes.

A ce qu'on mande de Prague aux feuilles de Vienne, la cour d'appel de cette ville aurait rejeté, dans son audience du 10 mars, la demande de mise en liberté de M. Skreischowsky et son offre de caution.

On lit dans la *Correspondance générale* :

« Le résultat d'informations prises par la commission de l'exposition universelle que Vienne pourra offrir à ses visiteurs, durant l'exposition, 6243 logements, avec 8979 chambres et 3498 cabinets, soit 18,273 lits. Cependant ce nombre de chambres disponibles n'est pas exact, car les grands hôtels n'ont pas indiqué le nombre de leurs chambres disponibles, prétendant qu'elles sont toutes louées d'avance. »

Le troisième congrès international de médecins se réunira à Vienne le 24 septembre de cette année, sous le patronage de S. A. I. l'archiduc Rénier. Le programme fixé par le comité exécutif comprend les points suivants : a) Question de la vaccination, b) Question de la quarantaine relativement au choléra, c) Question de la prostitution, d) Question de l'assainissement des villes, e) Propositions tendant à l'introduction d'une pharmacopée internationale f) Propositions sur les moyens d'obtenir une conformité aussi grande que possible des études médicales dans tous les pays, ainsi qu'au libre exercice de la médecine.

## France.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 10 mars.

Présidence de M. Jules Grévy.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle.

M. DE BELCASTEL. J'ai très peu de chose à dire. Je veux seulement déclarer que j'ai été étonné de trouver dans la bouche, d'ordinaire si ferme (Rires), de M. le garde des sceaux des paroles aussi vagues. Il faut que l'Assemblée dise où elle va : le pays a le droit de savoir où on le mène. Voilà trois fois que j'entends affirmer notre pouvoir constituant ; il est urgent de dire que nous allons constituer.

L'article 4 implique que vous ne constituerez pas. On parle beaucoup ici de coup d'État. M. le président de la république s'honore de n'y point songer. Mais tous les coups d'État ne sont point des coups d'État de la force, il y a aussi des coups d'État de la ruse. (Applaudissements à droite.)

Comment voulez-vous voter la formation d'une seconde Chambre si vous ne savez pas quelle forme de gouvernement cette Chambre doit organiser ? (Approbation générale.)

Je le répète : le gouvernement doit savoir ce qu'il peut attendre de ses représentants. Il faut dégager la situation politique des ombres du doute.

Comment se fait-il que, dans un pays agité depuis quatre-vingts ans par des querelles qui se font au nom de la liberté, on soit enclin à se poser des questions ? C'est parce que l'on ne se rappelle pas la vieille famille de nos rois, qui seule saura donner au pays sa dignité, aux députés la tribune, au peuple la liberté. (Applaudissements prolongés à droite.)

M. LE GARDE DES SCEAUX. M. de Belcastel s'est fait le défenseur mal éclairé (Protestations à droite) de principes que je n'ai pas attaqués. J'ai dit, la première fois que j'ai eu l'honneur de prendre part à cette discussion, que le jour mille fois béni où l'étranger aurait quitté notre sol se produirait dans les provinces dévotées du joug de l'ennemi un frémissement national dont les explosions inattendues entraveraient l'action de votre pouvoir. Un journal, que je ne veux pas nommer, a profité de cela pour travestir ma pensée. J'y lis ces mots sonnés qui me sont attribués : « Les Prussiens, nos utiles ennemis. » (Rumeurs d'indignation.)

Il ne faut rien dire qui puisse faire croire que quelque chose en moi répondait à quoi que ce fût de semblable. Un journal allemand, profitant des paroles que le journal français m'a attribuées, assurait que sans l'armée d'occupation prussienne il serait impossible au gouvernement français de maintenir l'ordre. (Protestations.) Je n'ai pas besoin de vous rappeler que nous avons su déjà maintenir l'ordre sans les Prussiens. De plus, il n'entravera jamais dans ma pensée d'outrager des départements de la France, qui plus que tous autres peuvent être pénétrés du sentiment national. (Applaudissements.)

M. DE BELCASTEL. Les paroles de M. le garde des sceaux ont pu tromper sa pensée, mais elles nous autoriseraient à les interpréter comme nous l'avons fait. Je maintiens donc ce que j'ai dit. (Applaudissements à droite.)

M. LE DUC DE BROGLIE soutient les termes de l'article 4 du projet de loi présenté par la commission des Trente.

M. AMÉDÉE LEFÈVRE-PONTALIS. J'ai repris l'amendement de M. de Belcastel ainsi conçu : « L'Assemblée Nationale ne se séparera point avant d'avoir : 1<sup>o</sup> Délivré la terre ; 2<sup>o</sup> statué sur les institutions définitives du pays. »

Un scrutin public est ouvert sur l'amendement de M. de Belcastel, repris par M. Lefèvre-Pontalis.

Cet amendement est repoussé par 480 voix contre 162 sur 642 votants.

M. EM. ARAGO dépose un amendement ainsi conçu :

« Les pouvoirs de M. le président de la république sont prorogés jusqu'à l'organisation du pouvoir exécutif par la prochaine Assemblée Nationale. »

M. EM. ARAGO retire cet amendement en affirmant que le gouvernement légal du pays, c'est-à-dire la république, deviendra, est déjà devenu son gouvernement nécessaire. (Bruyantes protestations à droite.)

M. HORACE DE CHOISEUL dépose un amendement qu'il retire.

M. BARAGNON. Le jour où nous voudrions faire la monarchie, nous la ferons, car nous en avons le droit et le pouvoir. (Applaudissements à droite.)

A gauche. — Essayez donc !

M. BARAGNON. J'avais vu jusqu'à ce jour bien des choses étonnantes dans cette discussion ; mais ce qui dépasse la mesure, c'est qu'un seul d'entre nous ait la prétention d'interpréter nos votes.

M. LE MARQUIS D'ANDELAERE avait déposé un amendement qu'il retire.

M. L. DE GUIRAUD avait demandé la suppression de l'art. 4.

Invité à monter à la tribune pour soutenir cette proposition, M. de Guiraud prie l'Assemblée de remettre à demain la suite de la discussion.

A droite. — Nous n'en finirons jamais ! L'Assemblée, consultée, se prononce pour la remise.



(106) 10280 3 2222 01911111



TWILIGHT at Jackson November 11. Am. D. H.